

<https://www.xn--lecanardrepublicain-jwb.net/spip.php?article246>



Quand le nazisme déclarait la guerre à 1789

- Points de repères - Histoire -



Date de mise en ligne : samedi 16 janvier 2010

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Publié dans le journal de la **Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes (FNDIRP)**, cet article nous propose de comprendre pourquoi fascisme et nazisme déclaraient la guerre à 1789.

Par

Le Patriote Résistant

FNDIRP, juillet 2009

<http://www.fndirp.asso.fr/revolution%20francaise.htm>

Les nazis voulaient effacer 1789 de l'histoire, la Résistance reprit les grands principes de la Révolution française à son compte pour mener le combat libérateur. Pour elle les dates du 14 juillet ou du 20 septembre (Valmy) devinrent des symboles éclatants.

Ci-dessous un rappel de l'opposition fondamentale entre les idées des uns et des autres... en ce 220e anniversaire de la prise de la Bastille.

Quand le nazisme déclarait la guerre à 1789

Nazisme, fascisme et un peu moins ouvertement vichysme se veulent et s'affirment comme « l'anti-89 ». Il s'agit de rayer de l'histoire tout ce qui donne à la Révolution française sa grandeur, sa richesse à la fois pour les quelques années de son existence, mais encore pour les deux siècles qui l'ont suivie.

La Résistance fut l'expression du non catégorique à cette prétention. Sans doute ne fut-elle pas tout entière une opposition au nazisme et au vichysme parce qu'elle s'affirmait héritière des valeurs nationales et démocratiques de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et des acquis dans tous les domaines de l'oeuvre révolutionnaire de 1789-1793. Sans doute pourrait-on signaler des résistants, voire des mouvements entiers de la Résistance pour lesquels 89 ne fut pas une référence constante. Mais parce que tous sans exception combattaient pour l'indépendance totale de la nation française, sa grandeur et pour que le peuple ait droit souverainement à la parole, ils voulaient rétablir la France dans les droits conquis par 1789.

Dans leur immense majorité, des générations de Français et de Françaises avaient été élevées dans le souvenir de 89. Les grands mots de Liberté, d'Égalité, de Fraternité avaient un sens profond et l'on devrait dire quotidien.

Ajoutons tout de suite, pour mieux comprendre l'aspect souvent international de notre Résistance que les masses d'immigrés et les antifascistes européens étaient habités des mêmes sentiments d'admiration pour la grande Révolution et que la Marseillaise était l'hymne de tous les partisans de la liberté et de la démocratie dans toute l'Europe.

La contre-révolution fasciste et nazie

Immédiatement Hitler et le nazisme ont représenté l'ennemi le plus dangereux, le plus haineux des idées de la Révolution. Déjà le 7 avril 1926, Mussolini dit dans un discours : « *Nous représentons l'antithèse des immortels principes de 1789* ». Dans son livre de 1933 *Le fascisme, doctrine et institutions*, il affirme que le fascisme est la réaction contre « *le mouvement des illuminés du XVIIIe siècle et de l'Encyclopédie* ». Révélant la véritable nature du fascisme (comme du nazisme) qui prône l'obscurantisme, le Duce dans un discours du 24 octobre 1922 déclare : « *Le siècle du fascisme verra la fin du travail intellectuel, de ces intellectuels qui sont inféconds et qui sont une menace* ».

pour la nation ».

Citons encore cet extrait d'un article de Mussolini pour l'Encyclopédie fasciste : « *Le fascisme est hostile à toutes les abstractions, individualistes, à base matérialiste, genre XIXe siècle ; c'est pourquoi aussi il est contraire à toutes les utopies et les innovations jacobines. Il ne croit pas à la possibilité du "bonheur" sur la terre, comme le voulait la littérature des économistes du XVIIIe siècle* ».

« **Une époque pourrie** »

« L'époque de 1789 touche à sa fin. Elle a été vaincue sur les champs de bataille des Flandres, du nord de la France et de Lorraine, cette époque qui, bien que pourrie, voulait encore déterminer le sort de l'Europe. »

(Extrait du discours de l'idéologue nazi Rosenberg, prononcé le 28-11-1940 à la Chambre des députés.)

« **Une portée historique immense** »

« En essayant de nier ainsi le sens et la portée historique immenses de la Révolution française, M. Rosenberg s'est bien gardé de rappeler les paroles que prononça le plus grand poète de l'Allemagne, Goethe, qui a dit au soir de Valmy : "*Ici et aujourd'hui commence une ère nouvelle de l'histoire du monde, et vous pourrez dire que vous y avez été.*"

Mais M. Rosenberg et ses collègues ne sont pas en guerre seulement contre les penseurs et écrivains français du dix-huitième siècle : ils renient ou "mettent au pas" les plus grands penseurs et écrivains de l'Allemagne : Lessing et Herder, Goethe et Schiller, Kant, Fichte, Hegel et Heine, de même qu'ils sont en guerre contre tous les représentants de la pensée avancée de toutes les époques. »

(Extrait de la réponse clandestine à Rosenberg faite par le philosophe Georges Politzer en février 1941. Politzer sera fusillé en mai 1942 par les nazis.)

Les hitlériens seront encore plus brutaux dans leur déclaration de guerre à l'idéal de 89. Goebbels proclame dans son livre (*La révolution des Allemands*) : « *L'an 89 sera rayé de l'histoire* » et, à la même époque, Gregor Strasser (discours du 14 juin 1932) définit ainsi l'objectif de son Führer : « *Nous voulons détruire l'immorale idéologie de la Révolution française* ».

Mais c'est à Paris même que sera proclamée avec le plus de force cette volonté d'anéantir tout ce que représente la Révolution française.

Alfred Rosenberg est Reichsleiter, c'est-à-dire, officiellement le « mandataire » du Führer, et responsable de l'ensemble du travail de formation et d'éducation idéologique du Parti national-socialiste (NSPAD). C'est en novembre 1940, dans la salle des séances de la Chambre des députés, avec toute la solennité possible, qu'il prononce le discours qui sera publié dans le *Deutsche Zeitung in Frankreich* [Journal allemand en France] sous le titre de : *Règlement de comptes avec les idées de 1789*. Un résumé officiel, et atténué sur plusieurs points, sera publié par la presse collaboratrice sous le titre : *Sang et or ou L'or vaincu par le sang*. C'est un texte contradictoire, confus. Pourtant la pensée de Rosenberg est sans équivoque et elle est fort ancienne. Écoutons ce qu'il écrivait en 1921 : « *L'année 1789 signifie pour nous tous l'affranchissement des juifs, c'est l'heure de la naissance de l'esprit destructeur dans la culture européenne* ».

Et encore, à propos des mots symboles de l'esprit révolutionnaire : Liberté, Égalité, Fraternité, il écrit : « *Ces mots, paroles incendiaires, n'ont jamais manqué d'agir sur les masses ; néanmoins avec leur fond confus, ils ont accumulé désastre sur désastre... L'Égalité ! Ceci n'est autre chose que l'appel à tous les sentiments grossiers des hommes* ».

Le Reichsleiter croit pouvoir affirmer dans son gros ouvrage, *Le mythe du XXe siècle* : « *La Révolution de 1789 est morte ; elle n'aura été qu'une explosion sans pensée créatrice et c'est pourquoi nous assistons aujourd'hui à sa décomposition* ».

C'était là la doctrine officielle que les écoliers du IIIe Reich devaient engranger, comme en témoigne cet extrait d'un manuel « *C'est ainsi que toute la Révolution, sinon directement, du moins indirectement, par le truchement des francs-maçons, fut une affaire juive* ».

Fait révélateur qui exprime une sorte d'osmose entre idéologie nazie et vichysme par le canal de l'antisémitisme, Rosenberg dans son Règlement de comptes avec les idées de 1789 considère comme un « *chef-d'oeuvre l'ouvrage de Drumont dont le thème central est ainsi résumé : "Le seul auquel la Révolution ait profité est le juif. Tout vient du juif, tout revient au juif"* ».

L'anti-révolution de Vichy

Les partisans du régime de Vichy, les amis de Pétain se sont affirmés, plus ou moins clairement, comme étant à l'antipode de l'idéal des grands révolutionnaires de 89-92. C'est ainsi que dans son livre, *Aux origines doctrinales de la Révolution nationale*, l'ambassadeur Olivier Wormser écrit : « *Pour le maréchal et ses partisans il importe de procéder à une réaction contre l'oeuvre de 1789 ou contre celle accomplie depuis, c'est-à-dire contre tout ce qui a été fait depuis l'époque où il y a eu "maldonne", où la France s'est engagée dans une fausse voie. Il ne s'agit pas de revenir à Poincaré, à Méline ou à Guizot, mais à une époque où Jean-Jacques Rousseau n'avait pas encore répandu ses nocives conceptions, Vichy se propose donc de contester et si possible d'abolir ce qui dans nos lois et moeurs politiques vient de 1789* ».

Un autre ambassadeur, Jean Chauvel, exprime la même appréciation sous une forme différente. Il note dans ses souvenirs la façon dont Vichy donne « *à sa révolution un air très Charles X* ».

D'autres avaient exprimé les mêmes ambitions bien avant l'accession de Pétain au pouvoir, dans la période où ils préparaient, en liaison avec le fascisme international, et en luttant contre la République, cette prise, de pouvoir que seule la victoire des armées de Hitler et la trahison devaient leur donner.

Dans la brochure intitulée *C'est Pétain qu'il nous faut*, le propagandiste Gustave Hervé invitait les Français à « *se rallier derrière le grand nom et le panache de Pétain, sur son programme de révision constitutionnelle pour remplacer la République parlementaire basée sur les factions politiques, par une République autoritaire, à base professionnelle* ». Et il ajoutait plus loin : « *Le sauveur que la France attend est celui qui saura faire de son pays ce qu'ont si magnifiquement accompli ailleurs les Mussolini, les Hitler, les Franco : c'est Pétain* ».

Tout autour du chef de l'État de Vichy et choisis par lui comme de vieilles relations, grouillent les disciples de Maurras, celui-là qui a salué l'effondrement de la République comme une « *divine surprise* ». Dès 1906, il proclamait : « *Nous prenons le ciel à témoin de la vivacité de notre haine pour la démocratie et pour le principe, absolument faux, de la souveraineté du nombre* ».

Défendre les valeurs de la démocratie

Lorsque sonna l'heure de la défaite et des capitulations, des compromissions et des trahisons, en 1940, parmi les toutes premières mesures édictées par les nazis dans la partie de la France alors occupée, figure l'interdiction formelle de célébrer le 14 juillet 1940. Les hitlériens n'avaient pas perdu leur temps : deux ou trois semaines après leur installation, ils s'en prenaient au symbole du 14 juillet. Comment la raison n'aurait-elle pas pris le relais du romantisme pour persuader la partie consciente de la population qu'il fallait défendre les valeurs sur lesquelles était fondée la démocratie et dont l'envahisseur entendait effacer le souvenir ? Plus peut-être que le filandieux discours prononcé par Rosenberg au Palais Bourbon et dont peu de lecteurs eurent le courage d'aller jusqu'à la dernière ligne, cette interdiction du 14 juillet prenait valeur de symbole. Être patriote, c'était, comme au temps de la Révolution, à la fois aimer son pays et prendre le parti des valeurs essentielles dont 1789 avait assuré le triomphe.

Parallèlement, mais avec toute la cautèle qui caractérise ses actions, le gouvernement de Vichy escamotait progressivement la célébration du 14 juillet. Et il remplaçait par « *Travail, Famille, Patrie* » la devise venue de la Révolution « *Liberté, Égalité, Fraternité* ». Une grosse et facile plaisanterie d'avant-guerre consistait à lire, au fronton

des édifices publics, les trois mots de la devise en nommant le signe de ponctuation qui suivait chacun d'eux : Liberté, point ; Égalité, point ; Fraternité, point. Elle ne faisait plus rire alors que les partisans de Pétain et ceux de la collaboration entreprenaient d'effacer 89.

Les chemins de la Résistance étaient balisés, entre autres signes, par les images de la Révolution française.

« **Le chemin de la liberté** »

Dans la Zone interdite, le journal *L'Enchaîné* du 21 janvier 1941, porte un large titre : *Comme en 1793, comme en 1871, il faut agir français.*

Dans un article il dénonce le scandale du journal collaborationniste *Le Grand écho du Nord* qui dans son calendrier distribué à tous ses lecteurs a purement et simplement supprimé la fête nationale du 14 juillet. *L'Enchaîné* écrit : « *Pourquoi ce coup de crayon sur cette date dont le peuple français est si fier ? Parce que le 14 juillet rappelle au peuple de France que ses aïeux ont les premiers montrés aux peuples du monde entier le chemin de la liberté. Parce que le 14 juillet rappelle la première Révolution française d'où est issue la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Révolution accomplie non seulement sans le secours de l'étranger, mais malgré une coalition terriblement puissante et des troubles intérieurs fomentés par des traîtres.* »

« **L'esprit de Valmy** »

Dans *Libération* du 21 septembre 1943, on peut lire :

« *L'esprit de Valmy anime notre combat et assure notre victoire. Une fois de plus, les Français ont vibré au souvenir de Valmy. Le 151^e anniversaire de la victoire libératrice les a fait tressaillir de fierté et d'espérance. Le 20 septembre 1792 est une grande date pour notre nation et pour tous les peuples épris de liberté. Jamais pourtant, plus que dans ces heures douloureuses, son rappel n'a eu davantage de signification, n'a pu autant parler à nos cours. Les cris poussés par les volontaires massés derrière Kellermann, c'est toute notre pensée d'aujourd'hui qu'ils traduisent aujourd'hui, toutes nos aspirations les plus chères... Les Français ne s'y trompent pas quand ils évoquent Valmy, victoire de la ferveur et de l'élan populaires. Ce n'est pas seulement parce qu'ils retrouvent devant eux, pour les combattre, les mêmes adversaires étrangers. C'est aussi parce qu'ils savent avoir affaire à d'autres ennemis, complices aujourd'hui encore des envahisseurs, en haine de la liberté et des aspirations du peuple. Nul ne peut s'y méprendre* »

Quand le nazisme déclarait la guerre à 1789

La Résistance, c'était, certes, le désir primordial de libérer le sol national envahi, partiellement d'abord, totalement après le 11 novembre 1942 par un ennemi arrogant et cruel qui, sur le plan des menaces, ne le cédait pas au duc de Brunswick - mais qui pouvait, hélas ! les mettre à exécution ! La Résistance, c'était aussi le désir de conserver un héritage dont « les immortels principes de 89 » étaient une pièce maîtresse : la permanence de la République et de ses valeurs. Lorsque des membres de son entourage, alors qu'il entrait dans Paris libéré, en août 1944, pressèrent le général de Gaulle de proclamer la République, il eut raison de s'y refuser, la République, dit-il, n'ayant jamais cessé d'exister.

Les idées de la Révolution dans la Résistance, ce sont de multiples titres de journaux, les parallèles entre les événements, les rappels historiques qui du 14 juillet à Valmy, servent à mobiliser et à faire prendre conscience.

C'est aussi ces *Marseillaise* chantées dans les prisons et dans les camps, y compris face au peloton d'exécution. Ainsi peut-on dire que la République née de la Révolution de 1789 a vécu dans le cœur de ceux qui luttaient en 1940-1945. Ne s'agit-il pas aussi d'un même combat pour la dignité et contre toute humiliation de l'homme ?

Ce texte est extrait d'un article paru dans le PR de décembre 1988.

<http://www.fndirp.asso.fr/revolution%20française.htm>